L'ABEILLE.

PAR BULLIT, MAGNE & Cie.

No. 81, RUE CHARTRES.

JOURNAL QUOTIDIEN. — PRIX DE L'ABONNEMENT : Un an, payable d'avance ; Trois mois PAS PARU, $10 payable d'avance

POUR PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY.

Soumis à la décision d'une Convention Nationale

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 24 OCTOBRE 1839.

A PROPOS DE LA SUSPENSION.

Chassez le naturel et il revient au galop.
La Fontaine

Il est plus difficile qu'on ne pense d'être toujours conséquent avec soi-même, mais pour certaines personnes dont les opinions ne sont arrêtées que sous l'influence du moment, il est presque impossible.

Examinez, par exemple, quelles étonnantes transformations ont subi les opinions du journal *ultra-whig* depuis lundi relativement aux banques.

Lundi il disait : " Il ne montre à présent comme avant de ces choses que la nécessité rend éminemment indispensables. "—" Sous l'influence de la consternation produite par la nouvelle de la suspension des banques de Philadelphie et de Baltimore, nombre de nos concitoyens se sont hâtés à faire un appel aux banques pour en avoir des espèces, et n'était ce que la nouvelle n'est arrivée que quelques heures avant la fermeture des portes, toute la institutions financières eussent couru de grands risques de voir épuiser promptement la numéraire de leurs coffres, tant le run se développait sur une échelle effrayante. "—" Cette circonstance a rendu du urgente la réunion des présidents de nos banques où la suspension a été décidée. "—" Cette mesure accueillie avec le plus grand empressement obligea à la faim de prendre matière la seule différence qui n'a pas subi quelques modifications.

En Angleterre et en France, grâce aux fausses idées répandues par les voyageurs, le mot esclave soulève tous les esprits, et cependant rien n'est plus vrai, l'esclavage n'a de mal que son nom ; car en France et en Angleterre, les ouvriers des fabriques gardent sont tous plus malheureux, plus dépendants que le sont les esclaves pour le démontrer, ma tâche sera bien aisée.

Je suis arrivé en Amérique ayant l'esclavage en horreur, j'ai habité le sud des États-Unis pendant cinq ans ; j'ai examiné avec la plus grande attention la position des esclaves, leurs mœurs, leurs habitudes, et j'ai comparé cette position à celle des ouvriers de Lyon, Rouen, Amiens, Troyes, St-Quentin ; j'ai vu la misère de toutes les familles, leur dépendance bien réelle, malgré mes préventions contre l'esclavage je me trouvai forcé de rendre justice aux maîtres, je vis sinon de chimérique du moins de prodigieusement exagéré dans le crainte de voir mettre à sec de sa mémoire les cavaliers de nos établissements financiers."

" Nous avons prouvé dans nos précédents articles : que la position financière des banques permettait de continuer à payer en espèces et qu'en vue de leur solvabilité, la confiance publique ne serait consolidée et que cette circonstance eut prévenu un run général."

Ainsi le même Journal soutient le lundi que le mouvement était éminemment indispensable et le mercredi il affirme qu'elle *ne l'était pas !* Ainsi il soutient le lundi que *cette nouvelle fut arrivée quelques heures plus tôt*, les banques auraient couru de grands risques de voir épuiser promptement la numéraire de leurs coffres, tant le run se développait sur une échelle effrayante, et le mercredi il soutient qu'un run n'était pas à craindre ! mais ce sont là des contradictions incroyables.

Aussi ne croyons nous pas devoir réfuter autrement les assertions du journal Tory. Il est évident que l'article de lundi et celui de mercredi se détruisent réciproquement et que, partant, il n'en reste rien à l'appui aucune opinion.

TAXE DES HALLES.

Aussi long temps que la corporation s'est trouvée dans la gêne sans pouvoir préciser l'époque où elle pourrait en sortir, nous nous sommes abstenus d'aborder ce sujet de la Taxe des Halles, parceque pour les corporations comme pour les individus, l'existence est toujours la supré me loi et qu'il n'est impossible qui n'est tenu. Mais à présent que l'ordonnance augmentant les droits de levée, adoptée par le conseil général, met aux mains de la municipalité des moyens plus qu'suffisans pour faire face à ses engagemens, il est urgent de s'occuper des réformes à opérer dans l'assiette de quelques impôts municipaux, en commençant par les plus onéreux à la classe la plus nombreuse.

Il faut mettre en première ligne de cette classe la taxe qui pèse sur la Halle à la Viande et sur la Halle aux Légumes. Le fermier de ces deux Halles paie à la Municipalité, si nous sommes bien informés, une somme d'environ $45,000 ; en n'évaluant son bénéfice qu'à $10,000, on voit que les objets vendus à ces deux Halles, sont imposés de $55,000 environ ; c'est donc $55,000 qui sont payées par la population qui s'y approvisionne et dans la proportion de la consommation de chacun.

Cette contribution serait très forte si elle ne portait que sur des objets de luxe à l'usage des riches, mais elle est exhorbitante, portant comme elle le fait sur les objets de première nécessité en grande partie à l'usage des pauvres.

Il est donc du devoir de l'administration municipale de s'occuper, aussitôt que faire se pourra, des moyens d'alléger une charge qui pèse trop exclusivement sur les classes les moins riches de notre population.

La nouvelle ordonnance, on ne doit pas s'y méprendre, frappe les consommateurs encore plus que le commerce étranger, de sorte qu'un léger dégrèvement comme celui dont nous parlons ne sera jamais qu'un acte de rigoureuse justice.

Le premier devoir d'une administration, quelle qu'elle soit, est de gouverner avec la plus grande économie possible, afin d'imposer au peuple des charges d'autant plus légères.

NAVIRE.—La fièvre jaune paraît augmenter d'intensité. Le 19 à 8 heures du soir, les enterrements s'élevaient à 18, le 20, à la même heure, à 5.

DÉFENSE DES INSTITUTIONS DU SUD.

Nous soumettons à nos lecteurs un second article de Mr. A. Ride, contenant l'exposition de son ouvrage.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE 2.

Au corps social comme au corps humain, il faut une tête pour concevoir et diriger, des bras et des jambes pour exécuter ; ainsi le Sud des États-Unis d'Amérique a des blancs pour concevoir et diriger, des noirs pour les livrer pour exécuter ; la France et l'Angleterre ont des domestiques, des ouvriers, des hommes de peine qui certainement sont les esclaves qui contribuent. Tous ces hommes sachant, domestiques, ouvriers, hommes de peine sont attachés à une même et grande famille, en Angleterre en Asie, en Afrique, en Europe, en Angleterre, en France et dans d'autres contrées d'Europe, ou les mêmes ouvriers, domestiques, de quelqu'autre nom peu importe, en fait ils sont nos serviteurs, ayant maître et rigoureusement obligés par la faim de prendre maître : la seule différence consiste en quelques modifications.

En Angleterre et en France, grâce aux fausses idées répandues par les voyageurs, le mot esclave soulève tous les esprits, et cependant rien n'est plus vrai, l'esclavage n'a de mal que son nom ; car en France et en Angleterre, les ouvriers des fabriques gardent sont tous plus malheureux, plus dépendants que le sont les esclaves pour le démontrer, ma tâche sera bien aisée.

Je suis arrivé en Amérique ayant l'esclavage en horreur, j'ai habité le sud des États-Unis pendant cinq ans ; j'ai examiné avec la plus grande attention la position des esclaves, leurs mœurs, leurs habitudes, et j'ai comparé cette position à celle des ouvriers de Lyon, Rouen, Amiens, Troyes, St-Quentin ; j'ai vu la misère de toutes les familles, leur dépendance bien réelle, malgré mes préventions contre l'esclavage je me trouvai forcé de rendre justice aux maîtres, je vis sinon de chimérique du moins de prodigieusement exagéré dans le crainte de voir mettre à sec de sa mémoire les cavaliers de nos établissements financiers."

" Nous avons prouvé dans nos précédents articles : que la position financière des banques permettait de continuer à payer en espèces et qu'en vue de leur solvabilité, la confiance publique ne serait consolidée et que cette circonstance eut prévenu un run général."

Ainsi le même Journal soutient le lundi que le mouvement était éminemment indispensable et le mercredi il affirme qu'elle *ne l'était pas !* Ainsi il soutient le lundi que *cette nouvelle fut arrivée quelques heures plus tôt*, les banques auraient couru de grands risques de voir épuiser promptement la numéraire de leurs coffres, tant le run se développait sur une échelle effrayante, et le mercredi il soutient qu'un run n'était pas à craindre ! mais ce sont là des contradictions incroyables.

Aussi ne croyons nous pas devoir réfuter autrement les assertions du journal Tory. Il est évident que l'article de lundi et celui de mercredi se détruisent réciproquement et que, partant, il n'en reste rien à l'appui aucune opinion.

TAXE DES HALLES.

Aussi long temps que la corporation s'est trouvée dans la gêne sans pouvoir préciser l'époque où elle pourrait en sortir, nous nous sommes abstenus d'aborder ce sujet de la Taxe des Halles, parceque pour les corporations comme pour les individus, l'existence est toujours la supré me loi et qu'il n'est impossible qui n'est tenu. Mais à présent que l'ordonnance augmentant les droits de levée, adoptée par le conseil général, met aux mains de la municipalité des moyens plus qu'suffisans pour faire face à ses engagemens, il est urgent de s'occuper des réformes à opérer dans l'assiette de quelques impôts municipaux, en commençant par les plus onéreux à la classe la plus nombreuse.

Il faut mettre en première ligne de cette classe la taxe qui pèse sur la Halle à la Viande et sur la Halle aux Légumes. Le fermier de ces deux Halles paie à la Municipalité, si nous sommes bien informés, une somme d'environ $45,000 ; en n'évaluant son bénéfice qu'à $10,000, on voit que les objets vendus à ces deux Halles, sont imposés de $55,000 environ ; c'est donc $55,000 qui sont payées par la population qui s'y approvisionne et dans la proportion de la consommation de chacun.

Cette contribution serait très forte si elle ne portait que sur des objets de luxe à l'usage des riches, mais elle est exhorbitante, portant comme elle le fait sur les objets de première nécessité en grande partie à l'usage des pauvres.

Il est donc du devoir de l'administration municipale de s'occuper, aussitôt que faire se pourra, des moyens d'alléger une charge qui pèse trop exclusivement sur les classes les moins riches de notre population.

La nouvelle ordonnance, on ne doit pas s'y méprendre, frappe les consommateurs encore plus que le commerce étranger, de sorte qu'un léger dégrèvement comme celui dont nous parlons ne sera jamais qu'un acte de rigoureuse justice.

Le premier devoir d'une administration, quelle qu'elle soit, est de gouverner avec la plus grande économie possible, afin d'imposer au peuple des charges d'autant plus légères.

NAVIRE.—La fièvre jaune paraît augmenter d'intensité. Le 19 à 8 heures du soir, les enterrements s'élevaient à 18, le 20, à la même heure, à 5.

DÉFENSE DES INSTITUTIONS DU SUD.

Nous soumettons à nos lecteurs un second article de Mr. A. Ride, contenant l'exposition de son ouvrage.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE 2.

Au corps social comme au corps humain, il faut une tête pour concevoir et diriger, des bras et des jambes pour exécuter ; ainsi le Sud des États-Unis d'Amérique a des blancs pour concevoir et diriger, des noirs pour les livrer pour exécuter ; la France et l'Angleterre ont des domestiques, des ouvriers, des hommes de peine qui certainement sont les esclaves qui contribuent. Tous ces hommes sachant, domestiques, ouvriers, hommes de peine sont attachés à une même et grande famille, en Angleterre en Asie, en Afrique, en Europe, en Angleterre, en France et dans d'autres contrées d'Europe, ou les mêmes ouvriers, domestiques, de quelqu'autre nom peu importe, en fait ils sont nos serviteurs, ayant maître et rigoureusement obligés par la faim de prendre maître : la seule différence qui n'a pas subi